

Point de Presse du Conseil d'Etat

31 octobre 2012

La version Internet fait foi

M. Pierre-François Unger, président du Conseil d'Etat
Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Sommaire

Genève internationale.....	5
Soutien financier au Centre d'accueil – Genève internationale pour faciliter la participation de délégués aux conférences internationales	5
Soutien au Centre de formations professionnelles au Sud-Soudan	6
Aide financière aux initiatives locales de lutte contre l'excision au Mali	6
Genève-Confédération	7
Oui à l'extension de l'entraide judiciaire en matière fiscale	7
Recherche sur l'être humain : Genève approuve les ordonnances d'application de la loi	7
Genève	9
Rencontre avec des représentants de la Radio Télévision Suisse romande	9
Carouge : 180 nouveaux logements en perspective	9
80 logements et 80 lits d'EMS en vue à Dardagny	10
Immeubles locatifs : fixation des taux de capitalisation pour l'année fiscale 2012	10
Protection de l'environnement dans les établissements publics : regroupement des tâches d'autorité	11
Accompagnement et prévention des mineur-e-s touché-e-s par la prostitution	11
Revenu déterminant le droit aux prestations sociales cantonales : adaptation des coefficients	12
Décharges et gravières : modifications réglementaires	12
Fondation pour les zones agricoles spéciales : rapport de gestion 2011 adopté	13
Série d'aides financières dans le domaine social	13
Sanctions disciplinaires à l'encontre de magistrats communaux : nouvelle typologie	14
Rectification des limites territoriales entre les communes de Lancy et d'Onex	15
Modification du règlement du Conseil municipal de Carouge	15
Meinier : nouveau règlement communal du cimetière approuvé	15
Entrée en vigueur de lois	16

Nomination.....	17
Nouveau directeur général des systèmes d'information	17
Agenda des invitations à la presse	18

Genève internationale

Soutien financier au Centre d'accueil – Genève internationale pour faciliter la participation de délégués aux conférences internationales

Le Conseil d'Etat a transmis au Grand Conseil un projet de loi accordant une indemnité monétaire et non monétaire s'élevant à 437'200 francs par an en faveur du [Centre d'accueil – Genève internationale \(CAGI\)](#) dans le cadre d'un contrat de prestations pour les années 2013-2015. Ce soutien financier vise à faciliter la participation des délégués d'organisations non gouvernementales (ONG) et de pays les moins avancés (PMA) aux conférences internationales à Genève.



Il s'agira pour le CAGI d'organiser et de gérer dans l'un des bâtiments du site de la Pastorale, propriété de l'Etat, l'accueil de ces délégués et la mise à disposition à leur attention de lieux de réunions, de documentation et de travail. Le CAGI veillera en outre à faciliter leur hébergement à bas prix dans l'hôtellerie genevoise, en y contribuant au besoin.

Cette activité d'accueil et de soutien visant permettre à ces délégués de participer à des conférences internationales était jusqu'à présent assurée par la [fondation Mandat international](#), selon un contrat de prestations dont le Conseil d'Etat a décidé, en accord avec la Confédération suisse et la Ville de Genève, qu'il ne serait pas renouvelé au-delà du 31 décembre 2012.

Afin de maintenir la compétitivité de la Genève internationale et de favoriser la présence des ONG et des représentants des PMA aux conférences internationales à Genève, le Conseil d'Etat a estimé, en accord ses partenaires, que le CAGI était le plus compétent pour accomplir cette mission.

Cofondé en 1996 par la Confédération et le canton de Genève, le CAGI a pour objectif d'orienter, d'informer et de contribuer à intégrer les quelque 40'000 fonctionnaires internationaux, membres de missions et de consulats.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 00.*

Soutien au Centre de formations professionnelles au Sud-Soudan

Le gouvernement poursuivra son soutien au centre de formations professionnelles mis en place par l'[Association suisse des amis de Sœur Emmanuelle \(ASASE\)](#) en 2009 dans le quartier de Lologo, à Djouba (Sud-Soudan). Un financement total de 600'000 francs sera octroyé pour la période 2012-2014. Une première phase, menée avec succès, avait déjà été financée par le canton entre 2009 et 2011.

Le projet vise à former 460 apprenti-e-s à six métiers (menuiserie, maçonnerie, électricité, mécanique, informatique et confection), dont certains vont attirer de nombreuses femmes. Le projet bénéficie non seulement aux apprenti-e-s – dont 75% deviennent financièrement autonomes une fois leur diplôme obtenu – mais aussi à leurs familles ainsi qu'aux populations de la région qui ont recours aux compétences des diplômés. De plus, ce programme participe à la logique de développement du Sud-Soudan, pays ayant récemment acquis son indépendance.

Pour toute information complémentaire : Mme Maria Jesus Alonso Lormand, directrice du service de la solidarité internationale, DS, ☎ 022 388 15 43.

Aide financière aux initiatives locales de lutte contre l'excision au Mali

Le gouvernement a décidé de poursuivre son soutien au programme de lutte contre la pratique de l'excision mené par [Helvetas Swiss Intercooperation \(HSA\)](#) au Mali. Un financement total de 369'600 francs pour la période 2012-2014 est prévu dans ce cadre.

Le canton a déjà soutenu une première phase du projet menée entre 2009 et 2011. Les résultats obtenus jusqu'à maintenant, bien que positifs, restent insuffisants et les efforts entrepris pour faire changer les mentalités doivent être poursuivis.

Le projet vise à soutenir les initiatives locales (pièces de théâtre, émissions de radio, conférences, manifestations) menées par des organismes maliens reconnus et visant à sensibiliser les populations. Elles se dérouleront dans plusieurs communes de la région de Sikasso, où l'excision touche 95% des femmes. Pour cette deuxième phase, HSA prévoit également des activités de lobbying et de plaidoyer au niveau local et national, ainsi qu'un volet médical pour la prise en charge des femmes victimes de complications suite à l'excision.

Pour toute information complémentaire : Mme Maria Jesus Alonso Lormand, directrice du service de la solidarité internationale, DS, ☎ 022 388 15 43.

Genève-Confédération

Oui à l'extension de l'entraide judiciaire en matière fiscale

Le Conseil d'Etat s'est prononcé sur un projet de modification de la législation fédérale relative à l'entraide judiciaire en matière fiscale et consistant, en bref, à aligner dans ce domaine l'entraide judiciaire sur l'assistance administrative.

Le Conseil fédéral ayant décidé, en mars 2009, de reprendre les standards de l'article 26 du modèle de convention de l'OCDE en matière d'assistance administrative et d'étendre la coopération dans ce domaine à des cas de simple soustraction d'impôts, la cohérence veut que l'entraide judiciaire internationale soit étendue aux infractions fiscales. Le Conseil d'Etat a donc approuvé ce projet dans son principe.

Une coopération plus étendue sera dès lors instaurée avec les Etats ayant conclu avec la Suisse une convention de double imposition conforme au modèle de convention de l'OCDE, et avec les Etats parties aux protocoles additionnels du Conseil de l'Europe. La coopération de la Suisse deviendra par là conforme aux standards européens, ce que le Conseil d'Etat a salué.

Il reste que le canton de Genève sera l'un de ceux qui sera le plus touché par la réforme et que celle-ci devrait conduire à un accroissement de la charge de travail des autorités judiciaires.

Pour le surplus, le fait d'introduire à ce stade des mesures de contrainte pour les délits fiscaux, alors que les autorités fiscales domestiques ne disposent ni de droits étendus à l'information, ni de quelconques mesures de contrainte pour poursuivre les mêmes délits ne va pas sans poser des problèmes significatifs dans le cadre du droit suisse. Dans ce sens, le Conseil d'Etat partage les réticences exprimées par la Conférence des directeurs cantonaux des finances, qui demande qu'une telle extension de l'entraide judiciaire ne soit accordée que dans le cadre d'une révision du droit pénal fiscal suisse.

*Pour toute information complémentaire : M. Frédéric Scheidegger, secrétaire général adjoint, DS,
☎ 022 327 92 09.*

Recherche sur l'être humain : Genève approuve les ordonnances d'application de la loi

Le Conseil d'Etat a approuvé les projets d'ordonnances d'application de la [loi fédérale relative à la recherche sur l'être humain \(LRH\)](#), du 30 septembre 2010, dans le cadre de la procédure d'audition menée par le Département fédéral de l'intérieur.

Ces trois textes ([l'ordonnance sur les essais cliniques](#), [l'ordonnance sur les projets de recherche sur l'être humain à l'exception des essais cliniques](#) et [l'ordonnance concernant l'organisation découlant de la loi relative à la recherche sur l'être humain](#)) reprennent des dispositions reconnues au niveau international et déjà largement appliquées en Suisse. Le gouvernement genevois a toutefois formulé quelques remarques

concernant l'organisation des commissions d'éthique et demandé que soit précisé le rôle de l'autorité cantonale de surveillance.

La LRH prévoit que les cantons disposent d'une commission d'éthique au plus. Pour Genève, qui en compte deux – une pour la recherche en institutions publiques, l'autre pour la recherche dans le domaine privé –, cela implique des modifications organisationnelles.

L'entrée en vigueur de la loi est prévue pour le 1^{er} janvier 2014.

Pour toute information complémentaire : M. Christian Robert, pharmacien cantonal, service du pharmacien cantonal, DARES, ☎ 022 546 51 88.

Rencontre avec des représentants de la Radio Télévision Suisse romande

Une délégation du Conseil d'Etat a rencontré ce jour des représentants de la Radio Télévision Suisse romande (RTSR), à l'invitation de cette dernière, dans le cadre d'un déjeuner de travail.

Cette entrevue a été l'occasion d'aborder différentes thématiques parmi lesquelles les enjeux actuels de la Société suisse de radiodiffusion (SSR) sous l'angle du périmètre du service public, le bilan de la convergence Radio Télévision Suisse, ou encore la situation immobilière de la RTS à Genève.

Carouge : 180 nouveaux logements en perspective

Le Conseil d'Etat a adopté un plan localisé de quartier (PLQ) portant sur des terrains situés à Carouge, le long du chemin de Pinchat, au lieu-dit « Les Moraines ».

Ce plan prévoit la construction de cinq bâtiments de logements pour un total d'environ 180 logements. Le rez-de-chaussée sera consacré à du logement ou à des équipements publics. Le PLQ prévoit également un parking souterrain d'environ 200 places de stationnement à l'usage des habitants.



L'enjeu principal de ce projet consiste à préserver les qualités du site, à savoir sa végétation abondante formant des cordons boisés en limite de parcelles, ainsi que des arbres remarquables. Des solutions ont en particulier été apportées quant aux distances d'implantation vis-à-vis de la zone de bois et forêts et à la préservation des spécimens présents à l'intérieur des parcelles.

Dans sa délibération du 21 juin 2012, le Conseil municipal de la ville de Carouge a préavisé favorablement ce projet. La procédure d'opposition, ouverte du 27 juillet au 15 septembre 2012, n'a suscité aucune opposition.

Dès la publication de l'arrêté du Conseil d'Etat dans la Feuille d'avis officielle, le plan sera disponible sur le site Internet officiel de l'Etat de Genève : www.ge.ch/amenagement/plansadoptes.

L'étape du PLQ sert à définir le projet d'urbanisation et les conditions permettant la réalisation de nouvelles constructions sans fixer tous les détails, qui seront décidés dans les phases ultérieures du projet (préavis communaux lors des demandes définitives en autorisation de construire). Une fois le PLQ adopté et entré en vigueur, les différents acteurs concernés devront se conformer aux principes généraux qu'il comporte. Le PLQ définit notamment la disposition, l'affectation, les espaces et équipements publics, le gabarit des constructions qui pourront être autorisées dans cette zone ainsi que les aménagements extérieurs et les questions de

mobilité. Il permet aux propriétaires d'engager les démarches en vue de la construction, qui peut s'échelonner sur plusieurs années.

Pour toute information complémentaire : M. Vincent Delabrière, directeur des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DU, ☎ 022 546 73 80.

80 logements et 80 lits d'EMS en vue à Dardagny



Le Conseil d'Etat a adopté un plan localisé de quartier (PLQ) portant sur des terrains situés entre le Rhône, les voies ferroviaires SNCF, le village de La Plaine et la douane de Challex, sur le territoire de la commune de Dardagny.

Ce plan prévoit la construction de deux bâtiments de logements, d'un bâtiment intégrant des logements pour personnes âgées et une crèche, et d'un bâtiment destiné à un établissement médico-social (EMS). Les deux bâtiments de logements ont un rez-de-chaussée libre surmonté de six niveaux, les autres bâtiments ont le même gabarit. Ce projet offrira environ 80 logements. Il prévoit deux parkings souterrains de 128 places destinées aux logements et de 39 places destinées à l'EMS. 56 places seront proposées en surface pour les visiteurs et usagers des différents bâtiments.

Outre la création de logements et d'un EMS, ce projet prévoit aussi le déplacement de la route de Challex, qui permettra la renaturation des rives du Rhône ainsi que la création d'une aire de délasserment. Celle-ci offrira à la population un vaste périmètre de loisirs comprenant deux « îlons » (bras du Rhône), l'une accessible à la baignade et l'autre réservée à la protection de la faune et de la flore.

Dans sa délibération du 13 décembre 2011, le Conseil municipal de la commune de Dardagny a préavisé favorablement ce projet avec quelques réserves. Le Conseil d'Etat a répondu aux principales demandes du Conseil municipal, notamment en ce qui concerne la hauteur des immeubles, le nombre de places de stationnement, la création d'une liaison piétonnière entre la gare et le nouveau quartier et une modération du trafic. La procédure d'opposition ouverte du 19 juin au 20 août 2012 n'a suscité aucune opposition.

Dès la publication de l'arrêté du Conseil d'Etat dans la Feuille d'avis officielle, le plan sera disponible sur le site Internet officiel de l'Etat de Genève : www.ge.ch/amenagement/plansadoptes.

Pour toute information complémentaire : M. Vincent Delabrière, directeur des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DU, ☎ 022 546 73 80.

Immeubles locatifs : fixation des taux de capitalisation pour l'année fiscale 2012

Le Conseil d'Etat a fixé les taux de capitalisation pour l'année fiscale 2012, servant à calculer la valeur fiscale des immeubles locatifs. Il a adopté en ce sens une modification du règlement d'application de la [loi sur l'imposition des personnes physiques \(LIPP\)](#).

Les taux retenus reprennent les propositions de la commission paritaire d'experts instituée conformément à l'art. 50, lettre a, de la LIPP du 27 septembre 2009 :

	2011	2012
a) Immeubles de logements de moins de 20 ans	4,96%	5,29%
b) Immeubles de logements de 20 ans et plus	6,01%	5,73%

c) Immeubles HBM, HLM, HCM, et HM	7,00%	6,50%
d) Immeubles commerciaux et autres immeubles locatifs situés dans les zones d'affectation du sol 1 (quartiers de la Ville de Genève qui se trouvent dans les limites des anciennes fortifications) et 2 (quartiers édifiés sur le territoire des anciennes fortifications et des quartiers nettement urbains qui leur sont contigus)	4,45%	3,76%
e) Immeubles commerciaux et autres immeubles locatifs situés dans les autres zones	5,90%	5,50%

La valeur des immeubles locatifs est calculée en capitalisant l'état locatif annuel aux taux fixés chaque année. Les taux sont déterminés sur la base des transactions constatées sur le marché immobilier entre le 1^{er} janvier de l'année précédente et le 30 juin de l'année fiscale en cours, ou durant une période plus longue lorsque le nombre de transactions est très faible ou que certaines d'entre elles présentent un caractère exceptionnel. Pour les immeubles de la catégorie c, le taux se fonde sur le taux de rendement moyen admis par l'office financier du logement.

Pour toute information complémentaire : M. Yves Gendraud, directeur des personnes morales, des titres et de l'immobilier, DF, ☎ 022 327 79 49.

Protection de l'environnement dans les établissements publics : regroupement des tâches d'autorité

Le Conseil d'Etat a décidé de réunir au sein du service de protection contre le bruit et les rayonnements non ionisants l'ensemble des tâches d'autorité relatives à la mise en œuvre de la législation sur la protection contre le bruit et sur la protection de l'air dans le domaine des établissements publics. Le gouvernement a donc modifié en conséquence le règlement sur la protection contre le bruit et les vibrations.

Auparavant, le service de l'environnement des entreprises était chargé de ces tâches d'autorité, alors que le service de protection contre le bruit réalisait les expertises techniques. La concentration des tâches dans un seul service, désormais doté des compétences techniques et décisionnelles, vise à améliorer la mise en application du [programme public F01](#) « protection de l'environnement », et plus spécifiquement de la protection contre le bruit, thématique centrale en ce qui concerne les établissements publics.

Pour toute information complémentaire : M. Philippe Royer, directeur du service de protection contre le bruit et les rayonnements non ionisants, DIME, ☎ 022 388 80 40.

Accompagnement et prévention des mineur-e-s touché-e-s par la prostitution

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un rapport relatif à une [pétition pour l'accompagnement et la prévention des mineur-e-s touché-e-s par la prostitution](#), demandant notamment que les mineur-e-s qui pourraient exercer la prostitution bénéficient d'un soutien spécialisé.

En préambule le gouvernement rappelle que depuis l'entrée en vigueur de la [loi cantonale sur la prostitution \(LProst\)](#), le 1^{er} mai 2010, toute personne qui se prostitue doit être âgée de 18 ans révolus. Se prostituer avant sa majorité est interdit. Cette mesure vise à lutter préventivement contre la prostitution des mineurs. Ce

principe établi, le Conseil d'Etat rappelle l'attention particulière qu'il porte à l'accompagnement des mineurs qui se prostitueraient, sans les sanctionner, comme le souhaitent aussi les pétitionnaires.

Le Conseil d'Etat précise en outre que dans la pratique, seuls deux cas de prostitution clandestine de mineur-e-s ont été portés à la connaissance de la brigade des mœurs depuis l'entrée en vigueur de la LProst. Les protocoles mis en place garantissent que les mineur-e-s qui se prostituent bénéficient d'un soutien spécifique par des personnes expérimentées, que ce soit au niveau du service de protection des mineur-e-s ou de la brigade des mœurs.

Le gouvernement souligne enfin que différentes mesures de prévention ont été mises en place, notamment au niveau du service de protection des mineurs et grâce aux cours d'éducation sexuelle et affective organisés en 4^e, 6^e et 8^e années d'école primaire, puis au cycle d'orientation.

Pour toute information complémentaire : M. Nicolas Bolle, secrétaire général adjoint, DS, ☎ 022 327 92 11.

Revenu déterminant le droit aux prestations sociales cantonales : adaptation des coefficients

Le règlement d'exécution de la loi sur le revenu déterminant le droit aux prestations sociales cantonales (RRD) a été modifié afin d'adapter les coefficients appliqués aux personnes imposées à la source (art. 3 [RRD](#)) et aux contribuables sans imposition ordinaire (art. 4 [RRD](#)) pour le calcul de leur revenu déterminant.

Le revenu déterminant le droit aux prestations sociales cantonales est en principe établi sur la base des éléments retenus par l'administration fiscale cantonale pour la taxation définitive. Toutefois, pour les personnes pour lesquelles une taxation ordinaire n'est pas disponible (notamment les personnes imposées à la source, celles arrivées récemment dans le canton, les fonctionnaires internationaux), leur revenu déterminant est établi moyennant des règles de calculs spécifiques basés sur des coefficients déterminés par le département des finances. Ainsi ces coefficients seront adaptés au 1^{er} janvier 2013 à l'évolution des revenus constatés en 2012.

Pour toute information complémentaire : M. Jean-Christophe Bretton, directeur général de l'action sociale, DSE, ☎ 022 546 51 45.

Décharges et gravières : modifications réglementaires

Suite à la modification par le Grand Conseil, le 13 octobre 2011, de la [loi sur gestion des déchets \(LGD\)](#) et de la [loi sur les gravières et exploitations assimilées \(LGEA\)](#), le Conseil d'Etat a procédé à l'adaptation des règlements d'application respectifs.

La nouvelle LGD prévoit la possibilité de créer des décharges contrôlées pour matériaux d'excavation non pollués en dehors des sites de gravières afin de faire face à la pénurie annoncée de volumes de stockage sur le territoire du canton de Genève. Il s'agit donc de rappeler dans le règlement d'application que la mise en décharge n'est en principe admise que pour la part non valorisable des déchets de chantiers. Par ailleurs, les décharges contrôlées pour matériaux d'excavation non pollués ont été rajoutées à la liste des installations soumises à autorisation. Enfin, le règlement fixe le montant perçu auprès de l'exploitant pour couvrir les frais de prospection et remédier aux impacts liés à la décharge.

Pour ce qui est de la LGEA, elle prévoit désormais d'autoriser le stockage provisoire et/ou le traitement sur le site d'une gravière de matériaux minéraux, de manière à augmenter le taux de recyclage de ces derniers et de prolonger ainsi la durée de vie des réserves de sables et de graviers. Le règlement d'application désigne donc désormais le département en charge de l'application de la loi – à savoir celui chargé de l'environnement –,

lequel est également responsable d'édicter les directives concernant les sols. Il intègre par ailleurs la possibilité de traiter et/ou de stocker provisoirement des matériaux minéraux sur le site d'une gravière. Il fixe enfin le montant prélevé auprès de l'exploitant afin de couvrir les frais de prospection, de surveillance ainsi que ceux visant à remédier aux impacts liés aux gravières.

Pour toute information complémentaire : M. Jacques Martelain, directeur, service de géologie, sols et déchets, DIME, ☎ 022 546 70 77.

Fondation pour les zones agricoles spéciales : rapport de gestion 2011 adopté

Le Conseil d'Etat a approuvé le rapport administratif et financier de la [Fondation pour les zones agricoles spéciales](#) pour l'exercice 2011 et transmis ce dernier au Grand Conseil. Cette fondation a pour mission de favoriser et d'accompagner le développement des zones agricoles spéciales destinées principalement à la production maraîchère et horticole hors sol.

Durant l'année 2011, la Fondation a, d'une part, finalisé la consolidation de son organisation interne par l'engagement d'une directrice à mi-temps et, d'autre part, poursuivi les études relatives à la réalisation des équipements collectifs. Ces équipements s'inscrivent désormais dans le cadre de la [loi sur le financement des infrastructures agricoles durables](#).

Pour toute information complémentaire : M. Jean-Marc Sermet, direction générale de l'agriculture, DIME, ☎ 022 388 71 71.

Série d'aides financières dans le domaine social

Le Conseil d'Etat a accordé une série d'aides financières annuelles dans les domaines de la santé et du social.

Dans le cadre du [programme public D01](#) « Mise en œuvre et conduite des actions en faveur des personnes âgées », il a ainsi attribué :

- un montant de 100'000 francs pour l'année 2013 à l'[Association d'aide et d'accompagnement des personnes âgées en établissements médico-sociaux et de leurs familles \(APAF\)](#). Cette association œuvre à la promotion de la qualité de vie, la dignité et les droits des résidents des établissements médico-sociaux du canton de Genève et leurs familles.

Le gouvernement a par ailleurs accordé, dans le cadre du [programme public E 01](#) « Mise en œuvre et conduite des actions en faveur des personnes handicapées » :

- un montant de 160'000 francs pour l'année 2013 à [insieme-Genève](#). Cette association contribue à aider les proches de personnes avec un handicap mental par une prise en charge ponctuelle ;
- un montant annuel de 155'200 francs pour les années 2013 à 2016 à [Autrement Aujourd'hui](#). Cette association contribue au développement d'activités d'expression dans les domaines artistiques et culturels, pour des personnes avec un handicap mental ;
- un montant annuel de 125'000 francs pour les années 2013 à 2016 à l'[Association Parole](#). Cette association œuvre pour favoriser la réadaptation de personnes vivant avec un handicap psychique, notamment à travers l'expression créatrice ;

- un montant annuel de 48'350 francs pour les années 2013 à 2016 à l'[Association genevoise d'intégration sociale \(AGIS\)](#). Cette association contribue à l'autonomie, l'intégration et à l'épanouissement des enfants, adolescents et adultes en situation de handicap dans un contexte de loisirs avec des personnes bénévoles ;

D'autre part, dans le cadre du [programme public C 02](#) « Soutien à la famille », le Conseil d'Etat a attribué :

- un montant annuel de 115'000 francs pour les années 2013 à 2016 à [Couple et Famille](#). Cette association œuvre à l'accompagnement de couples en difficulté sous la forme d'un office de consultation conjugale et familiale.
- un montant annuel de 103'500 francs pour les années 2013 à 2016 à l'[Association des familles monoparentales \(AFM\)](#). Cette association œuvre à conseiller et aider les parents seuls par un encadrement personnalisé et la représentation des familles monoparentales dans le monde associatif et politique.
- un montant annuel de 30'250 francs pour les années 2013 à 2016 à [Pro Filia Genève](#). Cette association œuvre à l'aide des voyageurs en gare.

Pour toute information complémentaire : M. Michel Blum, directeur chargé des assurances sociales et du handicap, direction générale de l'action sociale, DSE, ☎ 022 546 51 19.

Sanctions disciplinaires à l'encontre de magistrats communaux : nouvelle typologie

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de modification de la [loi sur l'administration des communes \(LAC\)](#) relative aux sanctions à l'encontre des magistrats communaux.

Ces dernières années, les quelques procédures disciplinaires diligentées par le Conseil d'Etat en sa qualité d'autorité de surveillance des communes à l'encontre de magistrats communaux pour violation de leurs devoirs de fonctions ont mis au jour un défaut de gradation dans les sanctions disciplinaires prévues par la LAC. En effet, celle-ci ne prévoit que deux sanctions disciplinaires, soit l'avertissement et la révocation. Ces deux mesures se situant aux deux extrémités de l'éventail des sanctions disciplinaires, les situations de gravité moyenne ne trouvent pas de réponse adéquate dans la législation actuelle.

Après examen des différentes législations cantonales, le Conseil d'Etat a décidé d'ajouter au catalogue des sanctions prévues par la LAC, outre l'admonestation par l'autorité de surveillance, l'amende et la suspension à terme des fonctions avec suppression du traitement. Ainsi, le gouvernement cantonal pourra sanctionner de manière ciblée et proportionnée une violation par un magistrat communal de ses devoirs de fonction.

Par ailleurs, à la demande de l'Association des communes genevoises et de la Ville de Genève, le Conseil d'Etat a étendu le champ de la délégation des compétences au département chargé des communes prévu à l'art. 30 al. 1 lettre k à la constitution de servitudes et autres droits réels en charge au profit de l'Etat de Genève, des autres communes et des régies publiques.

Pour toute information complémentaire : M. Guillaume Zuber, directeur du service de surveillance des communes, DIME, ☎ 022 546 72 40.

Rectification des limites territoriales entre les communes de Lancy et d'Onex



Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de loi modifiant les limites territoriales entre les communes de Lancy et d'Onex.

Le PLQ Mouilles / Pré-Longet a été conçu en tenant compte de multiples contraintes, dont celle du respect des alignements de chaussées. La frontière communale actuelle des communes de Lancy et d'Onex coupe les futurs bâtiments E, G et H à l'angle route de Chancy / chemin des Mouilles. Cette

situation doit être corrigée afin que les futurs occupants aient tous la même adresse administrative.



Des discussions ont ainsi été entamées entre les Conseils administratifs des deux communes pour aboutir à la signature d'une convention, le 10 août 2010, proposant un échange équilibré en termes de surfaces. Le Conseil municipal d'Onex a approuvé la délibération modifiant les limites communales lors de sa séance du 13 mars 2012, celui de Lancy dans sa séance du 26 avril 2012.

Pour toute information complémentaire : M. Guillaume Zuber, directeur du service de surveillance des communes, DIME, ☎ 022 546 72 40.

Modification du règlement du Conseil municipal de Carouge



Le Conseil d'Etat a validé la modification de l'article 42 du règlement du Conseil municipal de la commune de Carouge, approuvée par une délibération du 20 septembre 2012.

Cette modification a pour but de permettre au membre du Conseil municipal auteur d'une question orale de la déposer sur le bureau du président, au plus tard jusqu'au début du point « questions » de l'ordre du jour. Selon l'ancien règlement, il devait la déposer au plus tard au début de la séance.

Pour toute information complémentaire : M. Guillaume Zuber, directeur du service de surveillance des communes, DIME, ☎ 022 546 72 40.

Meinier : nouveau règlement communal du cimetière approuvé

Le Conseil d'Etat a approuvé la mise à jour du règlement du cimetière de Meinier, adopté par l'exécutif de la commune.

Ces modifications concernent principalement le renouvellement des concessions et le dépôt des urnes funéraires.



Pour toute information complémentaire : M. Guillaume Zuber, directeur du service de surveillance des communes, DIME, ☎ 022 546 72 40.

Entrée en vigueur de lois

Le Conseil d'Etat a arrêté l'entrée en vigueur des lois suivantes :

Loi	AUTEUR DU PL INITIAL	ENTRÉE EN VIGUEUR
Loi du 13.10.2011, (10701) modifiant la loi sur la gestion des déchets (L 1 20) (L10701)	CE	Mercredi 7 novembre 2012 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle)
Loi du 13.10.2011, (10702) modifiant la loi sur les gravières et exploitations assimilées (L 3 10) (L10702)	CE	Mercredi 7 novembre 2012 (lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle)

Les liens hypertexte vers les lois seront activés le jour de leur parution dans la Feuille d'avis officielle.

Nomination

Nouveau directeur général des systèmes d'information



Le Conseil d'Etat a nommé M. **Eric Favre** au poste de directeur général des systèmes d'information de l'Etat de Genève. Il entrera en fonction le 1^{er} janvier 2013.

Agé de 48 ans, M. Favre est depuis 2002 directeur des systèmes d'information et de communication de la Ville de Genève. Fort d'une expérience de dix-sept ans de management, il est par ailleurs titulaire d'un doctorat ès sciences de l'Université de Genève et d'un certificat universitaire postgrade délivré par l'Institut de hautes études en administration publique (IDHEAP), notamment dans les domaines du management, des finances, du droit et de l'évaluation des politiques publiques.

M. Favre aura pour principales missions d'assurer la gouvernance des systèmes d'information et de communication de l'Etat de Genève et de piloter la direction générale des systèmes d'information (DGSI), en concordance avec les programmes politiques du gouvernement. Il agira en contact direct avec M. Pierre Maudet, conseiller d'Etat chargé du département de la sécurité, et sera placé sous l'autorité hiérarchique de M. Bruno Giovanola, qui entre également en fonction le 1^{er} janvier 2013 en qualité de secrétaire général (voir [point de presse du 26 septembre 2012](#)).

Pour toute information complémentaire : M. Pierre Maudet, conseiller d'Etat, en contactant Laurent Forestier, secrétaire général adjoint chargé de communication, DS, ☎ 022 327 94 12 ou 079 240 83 67.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
31 octobre 17h00	Vernissage des œuvres réalisées par les étudiant-e-s de la Haute école d'art et de design, projet « L'Esprit d'escalier », et par l'artiste Gérald Poussin, « Pollens et fleurs du monde »	Office cantonal de la population 88, route de Chancy 1213 Onex	DS	Caroline Widmer ☎ 022 327 92 16 ou 076 424 80 49
1 ^{er} novembre 11h00	Exp'Air : la pollution de l'air démasquée	Salle des Pas Perdus 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DIME	Jean-Marc Mitterer ☎ 022 546 76 10
5 novembre 17h30	Vernissage de l'exposition « 100 ans de mouvement et le scoutisme au fil du temps »	Ancien Arsenal 1, rue de l'Hôtel-de-Ville	DS	Caroline Widmer ☎ 022 327 92 16 ou 076 424 80 49
6 novembre 14h30	Nouvelle organisation de la direction générale de la mobilité	Direction générale de la mobilité 4, chemin des Olliquettes 1213 Petit-Lancy (salle du rez)	DIME	Grégoire Pralong ☎ 022 546 76 13
12 novembre 10h30	Grand Genève : signature des premiers contrats corridors biologiques transfrontaliers	Maison du Salève 775, route de Mikerne F – 74160 Présilly	DIME	Jean-Marc Mitterer ☎ 022 546 76 10
22 novembre dès 8h15	11 ^e Journée du logement	Uptown Geneva 2, rue de la Servette	DU	Rafaële Gross ☎ 022 327 94 24 ou 076 313 01 25